

Objet :

1. Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les dispositions générales en matière de cadre et de contingent des emplois contractuels du personnel communal
2. Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les dispositions générales en matière de statut pécuniaire et d'échelles de traitement du personnel communal
3. Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les dispositions générales en matière d'évaluation du personnel communal
4. Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les dispositions générales en matière de formation du personnel communal
5. Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les dispositions générales en matière de recrutement, de promotion et de mobilité interne du personnel communal
6. Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'article 70, §2 et 7 de la Nouvelle loi communale

Au terme de la négociation clôturée en date du 8 mars 2016 en Comité C et relative aux Arrêtés du Gouvernement dont objet :

- 1) **Diverses modifications des textes, clarifications et précisions seront intégrées au texte. Il en est fait mention au procès-verbal du 8 mars 2016, annexé au présent protocole.**

L'autorité a apporté en clôture de négociations les précisions et propositions utiles à cet égard.

- 2) **Diverses revendications syndicales ont été actées par l'Autorité et feront l'objet de propositions concrètes soumises à la seconde lecture du Gouvernement. Ces modifications figurent dans les textes adaptés en annexe du présent protocole et des explications exhaustives figurent au PV du 8 mars.**

- L'autorité s'engage à soumettre au Gouvernement, et sous réserve de l'approbation de celui-ci, un projet modifié visant à distinguer les rangs 4 et 5 et à identifier un rang d'expertise.
- L'autorité s'engage à soumettre au Gouvernement, et sous réserve de l'approbation de celui-ci, un projet modifié visant à répondre à la demande de reformulation de grades plus conformes aux fonctions génériques visées (secrétaires administratifs, auxiliaires d'administration).
- Clarification de la situation des agents de rang 4 ou 5 qui sont promus au rang 3 d'un niveau supérieur et qui risquent, dans l'état actuel du texte, de voir leur traitement diminuer.

- L'autorité répond favorablement à la demande des organisations visant à permettre au secrétaire communal de statuer, en cas de demande motivée d'un agent estimé inadéquatement évalué, sur cette demande et de renvoyer à une deuxième évaluation réalisée par un autre évaluateur.
- Le Ministre-Président s'engage à soumettre en deuxième lecture au Gouvernement un projet modifié visant, sous réserve de l'approbation du Gouvernement bruxellois, à supprimer la mention « Très favorable » et modifier la mention « Sous réserve » en « Favorable, mais sous réserve ».
- L'autorité s'engage par ailleurs à soumettre au Gouvernement un arrêté portant régime disciplinaire des agents communaux contractuels, destiné à compléter les dispositions en cours de négociation.
- Les dispositions soumises en deuxième lecture n'imposeront pas un nombre de jours de formation continuée inférieur à la Charte sociale telle que négociée en 1994, tout en veillant à ce que ce nombre soit inférieur à dix lorsque le cycle d'évaluation est réduit à un an.
- L'autorité s'engage à soumettre en deuxième lecture au Gouvernement un projet modifié quant à la question de la prolongation du stage : « Le stage peut être prolongé pour une durée maximale qui ne dépasse pas la durée initiale du stage ».
- L'autorité s'engage à soumettre en deuxième lecture au Gouvernement un projet modifié visant à assurer une perméabilité entre les évaluations favorable de contractuel et les dispositions de stage dans le cadre de la statutarisation de l'agent : « L'agent contractuel dont la dernière évaluation est « favorable » sera, [s'il en fait la demande], dispensé du stage préalable à la nomination à la fonction qu'il exerce au moment de cette évaluation, pourvu qu'il n'ait pas fait l'objet dans l'intervalle d'une sanction disciplinaire non radiée. »

3) Diverses revendications syndicales ont été actées par l'Autorité qui ne feront pas l'objet de propositions concrètes mais seront néanmoins évoquées en Gouvernement.

- Revendication relative à la suppression de la carrière accélérée ;
- Revendication relative à l'évaluation distinctes de statutaires par des statutaires et de contractuels par des contractuels ;
- Revendication relative à l'obligation d'évaluer la possibilité d'un reclassement de l'agent préalablement à son licenciement ;
- Revendication relative à l'inclusion des formations professionnelles dans le temps de travail.
- Revendication d'une réglementation régionale déterminant strictement la durée du stage pour l'ensemble des niveaux.
- Revendication relative à la révision des primes accordées aux directeurs généraux.

4) Complémentairement aux négociations relatives aux arrêtés dont objet, et en réponse aux cahiers de revendications déposés par les organisations syndicales, l'autorité s'est engagée à soumettre au Gouvernement une décision portant sur :

- 1) La suppression en 2016 de la prime à la vie chère, comme annoncé.

- 2) Dès 2016, la couverture par la Région des interventions domicile-lieu de travail pour les déplacements doux et urbains (prioritairement donc les Bruxellois). L'avantage syndical étant double :
- o Harmonisation des pratiques sur toute la Région primes piétons, primes vélo, abonnements... (en ce compris qualitativement, puisque les communes seront invitées à couvrir en direct les coûts des abonnements STIB – tiers payant) ;
 - o Dégagement de moyens dans les communes pour adopter potentiellement des mesures en faveur des travailleurs (dès 2016 : 3,5 millions d'euros sur 6 millions actuellement dévolus à ces frais).
- 3) Dès 2016, augmentation des moyens liés à la prime à la statutarisation pour inciter les communes à statutariser d'avantage de personnel dans le cadre de la responsabilisation pension. Le budget sera multiplié par cinq, passant de 1 million à 5 millions. Cette augmentation permettra de renforcer l'attractivité de la prime qui sera portée à 2.500 ou 3.000 euros (en fonction des moyens nécessaires) et mesure spécifique pour viser dans ces statutarisation un objectif relatif aux ACS. Ce second élément est destiné à libérer des budgets ACS qui demeureront au bénéfice de la commune, mais converti sur une mesure « ACS d'insertion ».

Annexes :

- Procès-verbal de la réunion du Comité C du 8 mars 2016
- Propositions de textes amendés (statut de document de travail)

Signatures

~~LAURENCE A.~~
Pour la CGSP

~~désaccord~~
~~Bo botte~~
Pour la CSC-sp
Benoît Lambotte

~~désaccord~~
~~Kamrider~~
Pour la SLFP

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Le Ministre en charge des Pouvoirs locaux,

Rudi Vervoort
Son représentant,



B. Delhauteur
Directeur adjoint

Betreft:

1. Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de algemene voorwaarden inzake het kader en het quotum van de contractuele betrekkingen van het gemeentepersoneel
2. Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de algemene voorwaarden inzake de bezoldigingsregeling en de weddeschalen van het gemeentepersoneel
3. Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de algemene voorwaarden inzake de evaluatie van het gemeentepersoneel
4. Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de algemene voorwaarden inzake opleiding van het gemeentepersoneel
5. Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de algemene voorwaarden inzake rekrutering, promotie en interne mobiliteit van het gemeentepersoneel
6. Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende uitvoering van artikel 70, §2 en 7, van de Nieuwe Gemeentewet

Na de onderhandelingen die op 8 maart 2016 werden afgesloten in Comité C en met betrekking tot de Besluiten van de Regering hierboven:

- 1) Diverse wijzigingen van de teksten, verduidelijkingen en preciseringen zullen in de tekst worden opgenomen. Daarvan wordt melding gemaakt in de notulen van 8 maart 2016, die als bijlage bij dit protocol worden gevoegd.**

De overheid heeft aan het einde van de onderhandelingen de daartoe nuttige preciseringen en voorstellen aangereikt.

- 2) Diverse vakbondseisen werden door de overheid vastgelegd en zullen het voorwerp uitmaken van concrete voorstellen die in tweede lezing aan de Regering worden voorgelegd. Deze wijzigingen zijn opgenomen in de aangepaste teksten in de bijlage van dit protocol en de uitvoerige toelichting bevindt zich in de notulen van 8 maart.**

- ☐ De overheid verbindt zich ertoe aan de Regering, onder voorbehoud van haar goedkeuring, een gewijzigd ontwerp voor te leggen dat bedoeld is om een onderscheid te maken tussen de rangen 4 en 5 en om een rang van expertise te bepalen.
- ☐ De overheid verbindt zich ertoe aan de Regering, onder voorbehoud van haar goedkeuring, een gewijzigd ontwerp voor te leggen dat bedoeld is om tegemoet te komen aan de vraag om de graden te herformuleren en ze af te stemmen op de beoogde algemene functies (bestuurssecretarissen, administratieve hulpbedienden).

- Verduidelijking van de situatie van de personeelsleden van rang 4 en 5 die bevorderd worden tot rang 3 van een hoger niveau en die, in de huidige staat van de tekst, het risico lopen een lager wedde te krijgen.
- De overheid reageert positief op het verzoek van de organisaties om de gemeentesecretaris, in geval van een gemotiveerd verzoek van een personeelslid dat vindt dat hij niet naar behoren werd geëvalueerd, de mogelijkheid te bieden om zich daarover uit te spreken en om een tweede evaluatie te laten uitvoeren door een andere evaluator.
- De Minister-President verbindt zich ertoe in tweede lezing aan de Regering een gewijzigd ontwerp voor te leggen dat, onder voorbehoud van de goedkeuring van de Brusselse Regering, de schrapping van de vermelding "zeer gunstig" en de wijziging van de vermelding "onder voorbehoud" in "gunstig, maar onder voorbehoud" beoogt.
- Bovendien verbindt de overheid zich ertoe aan de Regering een besluit houdende de tuchtregeling voor contractuele gemeenteambtenaren voor te leggen, ter aanvulling van de voorwaarden waarover wordt onderhandeld.
- De voorwaarden die in tweede lezing zijn voorgelegd zullen geen lager aantal dagen van voortgezette opleiding vastleggen dan het Sociaal Handvest dat in 1994 is onderhandeld, en daarbij wordt erop toegezien dat dit aantal niet hoger is dan negen wanneer de evaluatiecyclus wordt teruggebracht op één jaar.
- De overheid verbindt zich ertoe in tweede lezing aan de Regering een gewijzigd ontwerp voor te leggen met betrekking tot de kwestie van de verlenging van de stage: "De stage kan met een duur van ten hoogste de duur van de initiële stage verlengd worden".
- De overheid verbindt zich ertoe in tweede lezing aan de Regering een gewijzigd ontwerp voor te leggen dat moet zorgen voor een permeabiliteit tussen de gunstige evaluaties van contractuele personeelsleden en de stagevoorwaarden in het kader van de statutarisering van het personeelslid: "Het contractueel personeelslid waarvan de laatste evaluatie "gunstig" is zal [indien hij/zij dat verzoekt] worden vrijgesteld van de stage voorafgaand aan de benoeming voor de functie die hij/zij uitoefent op het ogenblik van deze evaluatie, op voorwaarde dat hij/zij in de tussentijd geen niet geschrapte tuchtstraf heeft gekregen."

3) Diverse vakbondseisen werden door de overheid vastgelegd en zullen geen voorwerp uitmaken van concrete voorstellen maar worden toch in de Regering aangehaald.

- EIS betreffende de opheffing van de versnelde loopbaan;
- EIS betreffende de verschillende evaluatie van statutairen door statutairen en van contractuelen door contractuelen;
- EIS betreffende de verplichting om de outplacementmogelijkheid van het personeelslid vóór zijn ontslag te bekijken;
- EIS betreffende het opnemen van beroepsopleidingen in de werktijd.
 - EIS van een gewestelijke regelgeving waarin de duur van de stage voor alle niveaus strikt wordt vastgelegd.
 - EIS betreffende het herzien van de premies die aan de algemene directeurs worden toegekend.

4) **Aanvullend op de onderhandelingen over de hierboven vermelde besluiten en in antwoord op de eisenbundels die door de vakbondsorganisaties werden ingediend, verbindt de overheid zich ertoe bij de Regering met een beslissing te komen over:**

- 1) De afschaffing van de levensduurtepremie in 2016, zoals aangekondigd.
- 2) Vanaf 2016, de dekking door het Gewest van de tegemoetkoming voor zachte en stedelijke woon-werk verplaatsingen (prioritair voor de Brusselaars). Het heeft een dubbel vakbondsvoordeel:
 - o Harmonisering van de praktijken in het hele Gewest: voetgangerspremies, fietspremies, abonnementen, ... (aangezien de gemeenten worden verzocht de kosten van de MIVB-abonnementen rechtstreeks te dekken - derdebetaler);
 - o Vrijmaken van middelen in de gemeenten om eventueel maatregelen te treffen ten gunste van werknemers (vanaf 2016: 3,5 miljoen euro op 6 miljoen die momenteel voor deze kosten worden verdeeld).
- 3) Vanaf 2016, verhoging van de middelen verbonden aan de statutariseringspremie om de gemeenten in het kader van de pensioenresponsabilisering nog meer aan te zetten tot statutarisering van het personeel. Het budget zal vervijfvoudigd worden, van 1 miljoen naar 5 miljoen. Deze verhoging zal ervoor zorgen dat de premie, die zal stijgen tot 2.500 of 3.000 euro (in functie van de nodige middelen), aantrekkelijker wordt en dat specifieke maatregelen worden genomen om in deze statutarisering een doelstelling met betrekking tot de GECO's na te streven. Dit tweede element dient om budgetten vrij te maken voor GECO's die de gemeente ten goede komen, maar wordt omgezet in een maatregel voor "GECO-inschakeling".

Bijlagen:

- Notulen van de bijeenkomst van het Comité C op 8 maart 2016
- Voorstellen van gewijzigde teksten (werkdocument)

~~Handtekeningen:~~
~~WIZI KROOKI~~
~~BRUSSELS A.~~
Voor het ACOD

~~Niet akkoord~~
~~lotte~~
Voor het ACV-od
Benoit Lambotte.

~~disagreed / niet akkoord~~
~~Van der P.~~
Voor het VSOA

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
De Minister bevoegd voor de Plaatselijke Besturen,

Rudi Vervoort

Zijn vertegenwoordiger,

B. Delhauteur

Adjunct-Kabinetschef


PROTOCOLE – 2016/01
COMITE C DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Notre organisation syndicale regrette que la demande relative à l'inaptitude professionnelle pour les agents statutaires (création d'une Commission de Recours complètement indépendante de l'administration de l'agent qui introduite le recours) ne soit que partiellement suivie d'effets.

Nous estimons qu'un texte précis sous forme d'Arrêté, relatif à un régime disciplinaire propre aux agents contractuels, aurait dû être proposé par le Gouvernement en même temps que les projets d'arrêtés actuels. L'engagement de l'autorité dans le protocole 2016/1 ne nous paraît pas suffisant.

Ainsi que nous l'avons déjà indiqué, nous pensons que le processus d'évaluation tel que décrit dans l'Arrêté portant sur ce sujet est long et lourd. Nous ne sommes pas convaincus qu'il pourra être appliqué au quotidien.

Les remarques formulées ci-dessus ont déjà été communiquées à l'Autorité à diverses reprises, notamment dans le cadre d'une note de remarques déposée au moment de la signature du protocole 2012/2.



Benoît Lambotte
Secrétaire Régional
CSC SP / ACV OD